

RENTRÉE SOCIALE : UN AGENDA DÉJÀ BIEN REMPLI

Annoncées dès la mi-juillet par le président de la République, les rencontres bilatérales visant à échanger avec les partenaires sociaux sur l'agenda social des prochains mois se sont achevées le 4 septembre. Retour sur les grands dossiers de cette rentrée sociale.

Depuis le 29 août, le Premier ministre accompagné de Muriel Pénicaud, ministre du Travail et d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a reçu tour à tour l'ensemble des organisations syndicales et patronales lors de rencontres bilatérales. La CFDT, reçue le 4 septembre, a fermé le bal.

Elles ont été pour la CFDT l'occasion de redire au gouvernement que « *toute politique qui ne ferait pas sens donnerait le sentiment qu'on égraine des réformes sans intérêt* ». Laurent Berger en appelant à « *des politiques sociales beaucoup plus assumées et des politiques de solidarité plus fortes* ». En ligne de mire du secrétaire général : les arbitrages budgétaires annoncés ces derniers jours dans la presse et, plus globalement, les économies envisagées sur les plus démunis et les plus éloignés de l'emploi. Celles-ci « *donnent l'impression de s'attaquer aux plus fragiles* ».

Une remise à plat du système qui fasse sens

Le président de la République a souhaité une « *remise à plat du système* » en demandant début juillet aux partenaires sociaux de rouvrir une négociation sur le sujet. Encore faut-il pour cela que ceux-ci soient respectés dans leur capacité de négociation et d'innovation, souligne la CFDT. Aussi elle réfute d'emblée que le dossier soit abordé sous le seul prisme budgétaire. « *La réponse au chômage ne peut pas, non plus, se réduire au versement d'un minima social par l'Etat ou d'une offre de formation pour solde de tout compte. Et ce n'est pas non plus en favorisant les heures supplémentaires, au détriment de ceux qui n'ont pas d'emploi ou en instaurant une dégressivité des allocations chômage qu'on résoudra le problème, a rappelé la CFDT. « En revanche, s'il s'agit de construire un système qui continue à être performant dans l'indemnisation et qui accompagne vers l'emploi durable, la CFDT assumera sa part de responsabilité comme elle l'a toujours fait dans le cadre du paritarisme ».*



L'enjeu de la santé au travail

Le gouvernement souhaite que soit abordée l'organisation du système d'indemnisation des arrêts maladie, jugé « *coûteux, inéquitable et déresponsabilisant* », selon les propres termes du Premier ministre.

Or si les arrêts maladie ont augmenté, le recul de l'âge de la retraite et l'intensification du travail y sont pour beaucoup. L'enquête Parlons travail menée par la CFDT l'a démontré : 51 % des salariés disent avoir une charge de travail excessive et 45% éprouvent des douleurs physiques en raison de leur travail. « *Le travail est générateur de difficultés pour la santé. Traitons la question par le biais de la qualité de vie au travail et non dans une logique de sanction et de culpabilisation des travailleurs* », rappelle Laurent Berger.

Les autres réformes sociales

A l'heure où débutent les discussions parlementaires sur le projet de loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) la CFDT s'inquiète des moyens restreints pour les administrateurs salariés prévus dans le projet de loi. Après l'occasion manquée de renforcer le dialogue social avec les ordonnances travail, dont le premier bilan d'évaluation confirme les inquiétudes, elle attend des « *signes forts donnant aux représentants du personnel les moyens d'agir* ».

Cette rentrée devrait aussi être marquée par la présentation mi-septembre du plan pauvreté dont la CFDT attend beaucoup. Il pourrait inclure le versement social unique (qui permettrait aux allocataires de minima sociaux de percevoir le même jour plusieurs prestations) mais aussi renforcer l'accompagnement et de l'insertion des bénéficiaires, tout spécialement pour les allocataires du RSA. Pour la CFDT « *Cela serait la marque d'une volonté de mener des politiques de solidarité. Mais pour cela il faut des mesures, des moyens, mais aussi un discours empathique et non culpabilisant* ».

Sans surprise enfin, la Fonction publique s'est également invitée dans le débat. Le plan hôpital, qui devrait lui aussi être annoncé courant septembre, doit pour la CFDT contenir des mesures de ressources humaines et catégorielles. Car c'est un fait : « *les agents se sentent mal aujourd'hui, et ils ont besoin d'être reconnus pour leur apport à la société* » rappelle la CFDT.

